



Déclaration liminaire CSA-SD du 26 juin 2025

Monsieur le directeur académique, mesdames messieurs les membres du CSA-SD,

Mardi 10 juin, alors que notre collègue assistante d'éducation à Nogent, Mélanie Grapinet, venait de décéder, poignardée par un élève lors d'une fouille de sacs organisée par les gendarmes aux abords du collège Françoise Dolto, la ministre Élisabeth Borne a adressé une lettre à l'ensemble des personnels de l'Éducation nationale, dans laquelle elle déclarait assurer les AED de son « soutien le plus total », précisant qu'ils exercent « une mission essentielle » et demandant une minute de silence ! « Soutien le plus total » de la ministre ? Vraiment ?

Force est de constater que la ministre est beaucoup plus prompte à prendre des mesures contre l'École, comme la disparition programmée de la médecine scolaire pour ne citer qu'un exemple, qu'à prendre des mesures pour recruter les personnels nécessaires dans une situation qui devient chaotique et même dangereuse. Qui peut nier aujourd'hui que l'École manque de tout !

Les écoles, les établissements et les services manquent de personnels. Ainsi, nous nous joignons à la colère des assistants d'éducation qui préviennent depuis des mois « que face à la violence qui monte et aux moyens qui baissent, le pire finira par arriver ». Et le pire est là !

Face à cette situation, le gouvernement ne répond que par des mesures et des discours opportunistes, n'hésitant pas à accuser la jeunesse de tous les maux. Il suffirait de « mettre des sanctions massives », de multiplier les portiques et les fouilles de sacs aux abords des établissements... Il suffirait de gérer la pénurie de personnels avec des « protocoles » selon lesquels tout le monde serait bon à tout faire au mépris de nos statuts et des conditions de travail...

Des réponses concrètes doivent être apportées. La FNEC FP FO 35 demande des mesures immédiates dans le département :

- l'arrêt des fouilles des sacs et des contrôles visuels devant les établissements scolaires ;
- l'annulation des 18 suppressions de postes d'AED programmées dans notre académie pour la rentrée prochaine ;
- la création de postes supplémentaires d'AED, de CPE, d'AESH, de Psy-EN, d'infirmières, d'assistantes sociales, de médecins scolaires, à hauteur des besoins véritables de l'académie.

Et c'est dans ce contexte que le chef de l'État annonce à nouveau que « nous sommes en guerre », qu'il faudrait « resserrer les rangs » dans une unité nationale qui conduirait les organisations syndicales à faire des propositions pour répondre aux efforts de guerre.

Pour la FNEC-FP FO 35 il est hors de question de renoncer à nos revendications, sous couvert d'union sacrée. Hors de question de tourner le dos aux revendications des personnels qui veulent défendre leur outil de travail, leurs classes et exigent des moyens à hauteur des besoins !

Nous sommes et resterons aux côtés des salariés et de la jeunesse, qui se sont toujours soulevés contre les guerres, et qui refusent les guerres en Iran, à Gaza, en Ukraine et partout ailleurs.

Nous sommes aux côtés de tous ceux qui veulent faire barrage à l'austérité dévastatrice et à toutes les mesures réactionnaires prises par ce gouvernement pour nous diviser.

Pour la FNEC-FP FO 35 l'heure est à l'organisation de l'action commune des personnels, des parents et de la jeunesse, unis sur leurs revendications pour stopper ce gouvernement dans son orientation guerrière ! La FNEC FP FO 35 revendique :

- L'abrogation de la réforme des retraites Macron-Borne
- La revalorisation des salaires par l'augmentation du point d'indice sans contrepartie
- L'annulation des fermetures de classe et la création de postes en urgence pour répondre à tous les besoins
- Le recrutement de tous les lauréats des listes complémentaires des différents concours et leur ré-abondement immédiat
- Le maintien et la création des places nécessaires dans les établissements sociaux et médico-sociaux
- Le recrutement de tous les enseignants spécialisés et PsyEN-EDA pour restaurer des RASED complets pour un bassin de 800 élèves maximum
- Un statut de fonctionnaire de catégorie B, un vrai salaire avec un temps plein pour 24h d'accompagnement et une vraie formation pour les AESH
- Le retrait de l'acte 2 de l'Ecole inclusive, l'abandon des PAS et des PIAL